

*Unité nationale*

pour la division qui existe aujourd'hui, mais le gouvernement devrait donner le ton et prendre l'initiative. Je dis que ce n'est pas uniquement la faute du gouvernement, car il y a eu des personnes et des groupes n'ayant rien à voir avec le gouvernement ou le parti libéral qui ont véhiculé des conceptions de notre pays qui portent nettement à la désunion.

Le très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) s'est montré préoccupé de la montée du provincialisme. Assurément tout excès de provincialisme porte à la désunion, mais il y a des notions et des objectifs qui transcendent les réalités provinciales et régionales et qui sont même plus nocifs pour l'unité canadienne parce qu'il sont des facteurs de division, même si on les proclame au nom de l'unité nationale. Ainsi, le gouvernement actuel n'est pas l'unique responsable de la crise que nous vivons.

Le gouvernement actuel a trop souvent cherché l'affrontement et la polarisation plutôt que la conciliation. Nous avons vu quelles tactiques on a utilisées en 1973 et 1974 pour monter l'Est contre l'Ouest à l'occasion de la crise du pétrole, afin de s'assurer des votes à une élection, infligeant à l'Ouest des blessures qui seront longues à guérir. La crise actuelle a trait à la province de Québec. Évidemment, on ne pourrait convaincre de fédéralisme ceux qui ne parlent que de séparatisme; mais le gouvernement se devait-il de polariser l'opinion publique au Québec entre le fédéralisme et le séparatisme? Ou bien vous acceptez l'idée de Trudeau sur le fédéralisme ou bien vous êtes un apostat.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Le gouvernement fédéral n'a fait aucun effort pour se concilier les nationalistes québécois qui étaient fédéralistes mais qui s'inquiétaient également de l'ingérence d'Ottawa dans les domaines qu'ils considèrent comme essentiels à l'avenir de leur province, la langue et la culture. Que cette situation ait été le fait du premier ministre (M. Trudeau) et de ses collègues, peu importe; on a sousestimé tragiquement la force du nationalisme québécois. Il n'y a pas si longtemps, le premier ministre déclarait que le séparatisme était mort au Québec. On peut se demander s'il s'agissait d'une grave erreur de jugement. Mais ce que l'on constate, c'est que le gouvernement Trudeau a favorisé la polarisation de l'opinion dans la province de Québec.

Je suis profondément consterné de voir que le premier ministre mette l'avenir de notre pays en jeu en entamant un duel avec René Lévesque. En toute justice, je dois dire que Mike Pearson ne l'aurait jamais fait. La leçon qu'il faut en tirer, c'est qu'il ne faut plus maintenant chercher à nous reconcilier avec M. Lévesque ou les membres de son cabinet—qui sont des séparatistes convaincus, mais que nous devons essayer de nous gagner la confiance et le cœur des Québécois qui tout en n'étant pas séparatistes ne se laisseront pas convaincre par l'orthodoxie de M. Trudeau.

Il paraîtrait que le gouvernement voudrait déclencher des élections hâtives en espérant régler ainsi le problème. Je ne partage pas cette opinion. Je ne me représenterais pas devant l'électorat. Mes intérêts personnels ne seront pas en cause. Des élections fédérales ne prouveront rien quant à l'avenir du Québec. A cause du vote traditionnel de cette province, les Libéraux gagneront probablement la grande majorité des sièges. Mais cela ne prouvera pas que le premier ministre

Lévesque ne s'assurera pas lui aussi une majorité confortable lorsqu'il fera appel au peuple. Il est fort possible que les Libéraux fédéraux et le Parti québécois continuent pendant quelque temps encore à rallier les faveurs de la population québécoise en laissant notre pays sur des charbons ardents. Peut-être que cette perspective sourit au gouvernement et à ses partisans. Ils ont l'air de fort bien s'accommoder de la façon dont se déroulent les choses. On le constate quotidiennement à la Chambre. Ils étaient dans une situation politique plutôt inconfortable avant l'élection du gouvernement Lévesque. Si le Parti québécois n'avait pas été élu, je crois bien que le gouvernement l'aurait porté de force au pouvoir. Le gouvernement a essayé de tirer tous les avantages possibles de la crise et il continuera apparemment à le faire tout en prétendant que ce n'est pas le cas.

● (1730)

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Mais nos problèmes d'unité nationale et l'avenir du Canada sont certainement plus importants que les rivalités politiques, ou du moins ils devraient l'être. L'avenir de notre pays est en jeu. Le Canada est né de la collaboration d'hommes politiques qui avaient été des adversaires acharnés, mais qui ont reconnu que c'est seulement en collaborant et en joignant leurs efforts qu'ils pourraient empêcher que tout ce qu'ils avaient gagné ne soit perdu.

L'un des aspects les plus alarmants de la situation actuelle, c'est que le gouvernement considère la crise comme un bienfait politique. Le premier ministre n'a même pas convoqué les premiers ministres provinciaux; il n'a même pas consulté les autres chefs des partis fédéraux et ne les a pas invités à discuter de la question avec lui. Ses partisans diront sans doute que la Commission Pepin-Robarts est une preuve que le gouvernement a réagi de façon impartiale à la crise. Je ne m'oppose pas à l'établissement de la Commission, de fait, je lui souhaite bien du succès, mais comme le premier ministre lui-même l'a dit, si nos problèmes peuvent être résolus, ils le seront par les représentants élus du peuple. La Commission peut faire œuvre utile, mais son établissement est loin d'indiquer que le gouvernement du Canada fait passer les intérêts du pays avant ses propres intérêts électoraux.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stanfield:** Il y a un domaine qui a rallié les deux camps, ou mieux tous les camps, et c'est celui du bilinguisme. Le bilinguisme institutionnel a rallié tout le monde, non pas parce que le gouvernement l'a voulu, mais parce que les dirigeants des partis de l'opposition ont appuyé le bilinguisme institutionnel. Je l'ai appuyé parce que je considérais qu'il servait l'intérêt national, et aussi, je dois l'admettre, les intérêts à long terme de mon propre parti, mais cette politique était à l'origine, et est encore, peu populaire dans une grande partie du Canada, c'est-à-dire dans l'Ouest, une grande partie de l'Ontario et une bonne partie des provinces de l'Atlantique. Dans ma propre province, en Nouvelle-Écosse, l'opinion publique était tout à fait opposée à cette politique, du moins à la conception qu'en avait le public.

Ceux d'entre nous qui ont appuyé et qui continuent à appuyer le bilinguisme ne s'attendent pas à recevoir une médaille, mais il n'a pas été facile à un grand nombre de députés de notre parti de voter pour une mesure à laquelle leurs électeurs s'opposaient catégoriquement. C'était particu-